

FCA  
ID1

N°: A-319-21  
(T-2135-16)

**COUR D'APPEL FÉDÉRALE**

**ENTRE**

**M<sup>E</sup> KENNETH GAUTHIER**

Appelant

c.

**JÉRÔME BACON ST-ONGE**

Intimé

-et-

**RENÉ SIMON, GÉRALD HERVIEUX,  
RAYMOND ROUSSELOT  
MARIELLE VACHON ET DIANE RIVERIN**

Mis en cause

COUR D'APPEL FÉDÉRALE FEDERAL COURT OF APPEAL	
NOV 17 2021	
JESSICA TURCOTTE	
QUÉBEC, QC	

---

**AVIS D'APPEL DE M<sup>E</sup> KENNETH GAUTHIER**

(En vertu de la l'article 27 (1) de la *Loi sur les Cours fédérales*)

---

**À L'INTIMÉ :**     **M. Jérôme Bacon St-Onge**  
                          **23, rue Pisto**  
                          **Pessamit (Québec) G0H 1B0**

**UNE INSTANCE A ÉTÉ INTRODUITE CONTRE VOUS** par l'appelant. La réparation demandée par celui-ci est exposée à la page suivante.

**LE PRÉSENT APPEL** sera entendu par la Cour d'appel fédérale aux date, heure et lieu fixés par l'administrateur judiciaire. À moins que la Cour n'en ordonne autrement, le lieu de l'audience sera celui choisi par l'appelant. Celui-ci demande que l'appel soit entendu devant la Cour d'appel fédérale située au 150, boulevard René-Lévesque Est, bureau 150, Québec (Québec) G1R 2B2.

**SI VOUS DÉSIREZ CONTESTER L'APPEL**, être avisé de toute procédure engagée dans le cadre de l'appel ou recevoir signification de tout document visé dans l'appel, vous-même ou un avocat vous représentant devez préparer un avis de comparution selon la formule 341A des *Règles des Cours fédérales* et le signifier à l'avocat des appelants, **DANS LES 10 JOURS** suivant la date à laquelle le présent avis d'appel vous est signifié.

Des exemplaires des *Règles des Cours fédérales* ainsi que les renseignements concernant les bureaux locaux de la Cour et autres renseignements utiles peuvent être obtenus, sur demande, de l'administrateur de la Cour, à Ottawa (n° de téléphone 613 992-4238), ou à tout bureau local.

**SI VOUS NE CONTESTEZ PAS L'APPEL, UN JUGEMENT PEUT ÊTRE RENDU EN VOTRE ABSENCE SANS QUE VOUS NE RECEVIEZ D'AUTRE AVIS.**

NOV 17 2021 (Date)      Délivré par : ORIGINAL SIGNÉ PAR  
JESSICA TURCOTTE  
ORIGINAL SIGNED BY

**Adresse du bureau local :**      **Cour d'appel fédérale  
150, boulevard René-Lévesque Est  
Bureau 150  
Québec (Québec) G1R 2B2**

**DESTINATAIRES :**      **M. Jérôme Bacon St-Onge  
23, rue Pisto  
Pessamit (Québec) G0H 1B0**

**M<sup>e</sup> François Boulianne  
4635 rue du Golf  
Québec QC G2A 3M7**

**M<sup>e</sup> Cynthia Labrie  
625 boulevard Laflèche, #1.813  
Baie-Comeau QC G5C 1C5**

**M<sup>e</sup> Jean-Yves Groleau  
Centre communautaire juridique de la Côte-Nord  
279 boulevard La Salle  
Baie-Comeau QC G4Z 1T2**

## **APPEL**

L'**APPELANT** INTERJETTE APPEL à la Cour d'appel fédérale de l'Ordonnance rendue par la Cour fédérale, en présence de M. le Juge Sébastien Grammond, le 10 mars 2021. Cet appel ne pouvait pas être interjeté avant que la sentence soit prononcée le 18 octobre 2021.

L'**APPELANT** DEMANDE les réparations suivantes :

1. Que les conclusions rendues à son égard dans l'Ordonnance du 10 mars 2021 soient cassées, que le verdict d'outrage au tribunal soit annulé et que la sentence prononcée le 18 octobre 2021 soit annulée;
2. Que les dépens des deux (2) Cours soient accordés à l'appelant sur la base *avocat client*;

### **LES PARTIES**

3. L'**appelant** est membre du Barreau du Québec depuis 1991 et il représentait le Conseil des Innus de Pessamit lequel est un Conseil au sens de la *Loi sur les Indiens* (LRC (1985) chap. I-5).
4. L'intimé est membre de la Première Nation des Innus de Pessamit et domicilié au 23, rue Pisto à Pessamit, district judiciaire de Baie-Comeau.
5. Les mis en cause étaient membres élus du Conseil des Innus de Pessamit et ils exerçaient les fonctions de Chef et de conseillers.

LES MOTIFS DE L'APPEL sont les suivants :

### **LES FAITS**

6. Le 7 juin 2019, le juge Roger Lafrenière de la Cour fédérale a rendu une Ordonnance dans le dossier T-2135-16 dont les conclusions se lisent comme suit :

1. **ACQUITTE** le Conseil des Innus de Pessamit d'outrage au tribunal.

2. **DÉCLARE** les intimés René Simon, Éric Canapé, Gérald Hervieux, Diane Riverin, Jean-Noël Riverin, Raymond Rousselot et Marielle Vachon coupables d'outrage au tribunal pour avoir fait défaut de respecter le jugement de la juge St-Louis du 21 décembre 2017.

3. **CONDAMNE** les intimés Éric Canapé, Gérald Hervieux, Diane Riverin, Jean-Noël Riverin, Raymond Rousselot et Marielle Vachon à payer chacun une amende de 10 000\$ dans les 90 jours suivant la date de la présente ordonnance, au greffe de la Cour, lequel montant devra être versé par la suite au procureur du demandeur pour distribution à parts égales aux organismes sans but lucratif de la communauté de Pessamit qui se trouvent à l'Annexe C des représentations écrites du demandeur.

4. **CONDAMNE** l'intimé René Simon à payer une amende de 20 000\$ dans les 90 jours suivant la date de la présente ordonnance, au greffe de la Cour, lequel montant devra être versé par la suite au procureur du demandeur pour distribution à parts égales aux organismes sans but lucratif de la communauté de Pessamit qui se trouvent à l'Annexe C des représentations écrites du demandeur.

5. **CONDAMNE** les intimés René Simon, Éric Canapé, Gérald Hervieux, Diane Riverin, Jean-Noël Riverin, Raymond Rousselot et Marielle Vachon, à payer solidairement au demandeur au titre des frais, la somme de 35 000\$ dans les 90 jours suivant la date de la présente ordonnance.

6. **ORDONNE** que le dossier soit renvoyé au juge soussigné en cas de manquement de la part des intimés à l'ordonnance précédemment décrite afin qu'il soit statué en conséquence.

tel qu'il appert du jugement produit sous la cote **P-1**.

8. La chronologie des événements suite à cette Ordonnance se détaille comme suit :

- **10 juin 2019 :** Transmission par M<sup>e</sup> Boulianne d'une correspondance à l'**appelant** lui indiquant ;
  - D'émettre un le chèque du montant de 35 000 \$ à l'ordre de « Neashish Champoux, S.E.N.C., en fidéicommiss » avant le 5 septembre 2019, sinon le dossier *sera renvoyé au Juge afin qu'il soit statué en conséquence.*
- **8 juillet 2019 :** L'**appelant** a déposé pour les mis en cause un *avis d'appel* à la Cour d'appel fédérale de l'Ordonnance du 7 juin 2019.

- **13 août 2019 :** Les **mis en cause** ont déposé une *requête en sursis d'exécution* de l'Ordonnance à la Cour d'appel fédérale.
- **28 août 2019 :** M<sup>e</sup> Boulianne a transmis une correspondance à l'**appelant** indiquant qu'en cas de manquement des mis en cause, le 6 septembre 2019, il en aviserait le Juge.  
  
Transmission par l'intimé d'un courriel à l'**appelant** mentionnant que M. Jean-Noël Riverin a communiqué avec lui pour conclure une entente de paiement pour les frais avocats-clients.
- **29 août 2019 :** Dépôt dans le compte en fidéicommiss de l'**appelant** par M<sup>me</sup> Marielle Vachon d'une somme de 15 000 \$ représentant l'amende et sa partie des frais.
- **30 août 2019 :** Dépôt par M. Simon de 25 000 \$ représentant l'amende et sa partie des frais.  
  
Les **mis en cause** donnent mandat à l'**appelant** de conserver les sommes qu'il a reçues en fiducie.
- **1<sup>er</sup> septembre 2019 :** M. Gérald Hervieux a remis à l'**appelant** une série de 10 chèques postdatés de 1 500 \$ chacun (15 000 \$) représentant l'amende et sa partie des frais du 5 septembre 2019 au 5 mai 2020.
- **2 septembre 2019 :** L'**appelant** a transmis à M<sup>e</sup> Boulianne, pour chaque mis en cause, une réponse à la lettre du 28 août 2019 indiquant :
  - Que M. René Simon a déposé 25 000 \$ en fidéicommiss;
  - Que M<sup>me</sup> Marielle Vachon a déposé 15 000 \$ en fidéicommiss;
  - Que M. Gérald Hervieux a déposé 1 500 \$ en fidéicommiss et remis une série de 9 chèques encaissables une fois par mois;
  - Que M. Raymond Rousselot a remis un effet de commerce au montant de 15 000 \$ en fidéicommiss encaissable à une date ultérieure;
  - Que M<sup>me</sup> Diane Riverin n'a aucune liquidité ni capacité financière pour payer les sommes attribuées par l'Ordonnance;

- Que ces sommes seront conservées en fidéicommiss jusqu'à ce que la Cour d'appel fédérale se soit prononcée sur la *demande de sursis* et/ou jusqu'à ce qu'elle ait donné des instructions durant l'instance;
- Que toute procédure en outrage sera fortement contestée sans préjudice au droit des **mis en cause** d'entreprendre contre le demandeur et son procureur un recours en dommages-intérêts pour abus et malice.

L'**appelant** a transmis à M<sup>e</sup> Boulianne une réponse à sa lettre du 28 août 2019, concernant M. Jean-Noël Riverin, mentionnant son désaccord avec cette façon de faire et exigeant que le contenu de l'entente lui soit transmis.

L'**appelant** a transmis à M<sup>e</sup> Boulianne une lettre indiquant qu'il sera absent du pays du 2 au 18 septembre et que M<sup>e</sup> Marc Brouillette pouvait être contacté au besoin.

- **3 septembre 2019 :** M<sup>e</sup> Boulianne a transmis à l'**appelant** une lettre mentionnant :
  - Qu'il n'a eu aucune nouvelle de M. Jean-Noël Riverin et qu'il n'y a toujours pas d'entente de paiement avec ce dernier;
  - Que M<sup>me</sup> Diane Riverin a suffisamment de liquidités pour acquitter son amende et qu'elle n'a accompli aucune action dans le délai de 90 jours pour payer;
  - Que l'**appelant** ne peut conserver les sommes dans un compte en fidéicommiss;
  - Qu'il s'autorise à déposer une *requête en outrage* contre l'**appelant** selon l'art. 466 c) des *Règles*;
  - Que l'**appelant** a été avisé le 10 juin et le 28 août que ses clients ont jusqu'au 5 septembre pour payer leurs amendes et qu'il entreprendra les recours appropriés en cas de défaut;
- **5 septembre 2019 :** À 8 h 20, l'**appelant** a transmis au Juge une lettre demandant un *sursis provisoire* de l'exécution de l'Ordonnance et l'autorisation de conserver les

sommes dans son compte en fidéicommiss jusqu'à ce que la Cour d'appel fédérale se soit prononcée sur le *sursis*.

À 11 h 24, M<sup>e</sup> Boulianne a transmis une lettre au Juge énonçant que :

- La Cour n'a pas le pouvoir d'émettre un *sursis provisoire*;
- Les **mis en cause** n'ont aucune excuse de leur manquement à l'Ordonnance;
- Qu'il a rappelé à l'**appelant** à trois reprises que les **mis en cause** avaient jusqu'au 5 septembre 2019 pour s'acquitter de leurs amendes et frais;
- Que l'**appelant** conserve les sommes en fidéicommiss en contravention de l'Ordonnance et qu'il a été menacé de poursuite en abus de droit;
- Que les vacances de l'**appelant** ne peuvent préjudicier à la Cour;
- Qu'il reviendra demain, à l'expiration du délai, pour qu'il statue en conséquence.

MM. Jean-Noël Riverin et Éric Canapé ont respectivement transmis à l'**appelant** une lettre retirant à l'**appelant** le mandat de représentation à leur égard.

- **6 septembre 2019 :** M<sup>e</sup> Boulianne a transmis une lettre au Juge
  - Afin que le dossier lui soit renvoyé et qu'il soit *statué en conséquence* étant donné le *manquement* des **mis en cause**.
  - Il rappelle que le *sursis* demandé par l'**appelant** n'a toujours pas été accordé;
  - Qu'il a informé l'**appelant** à trois reprises que les **mis en cause** devaient respecter le délai de paiement;
  - Qu'il attend ses directives ne sachant pas s'il doit déposer de nouvelles requêtes *ex parte* ou s'il doit procéder par *exécution forcée* en main propre ou en main tierce.

L'**appelant** a transmis au Juge une correspondance

lui indiquant :

- Qu'il a reçu la totalité des sommes de M. René Simon et de M<sup>me</sup> Marielle Vachon.
- Que Gérard Hervieux, Diane Riverin et Raymond Rousselot devraient bénéficier de la même entente que M. Riverin et M. Canapé, ce qui leur est refusé par M<sup>e</sup> Boulianne.

- **9 septembre 2019 :** M<sup>e</sup> Boulianne a transmis au Juge une lettre indiquant qu'il n'a jamais conclu d'entente de paiement et qu'aucune offre ne lui a été faite.

- **12 septembre 2019 :** La Cour d'appel fédérale a rejeté la *demande en sursis* des **mis en cause**.

M. Raymond Rousselot a remis à l'**appellant** un chèque de 1000 \$ pour l'acquittement de son amende et il a exigé que l'effet de commerce de 15 000 \$ lui soit remis.

- **18 septembre 2019 :** L'**appellant** est de retour au pays.
- **23 septembre 2019 :** L'**appellant** a transmis au greffe de la Cour fédérale les sommes suivantes soit :

- Pour le compte de M. le chef René Simon :  
20 000 \$
- Pour le compte de M<sup>me</sup> Marielle Vachon :  
10 000 \$
- Pour le compte de M. Gérard Hervieux :  
1 500 \$

L'**appellant** a transmis à l'intimé les sommes suivantes soit :

- Pour le compte de M. le chef René Simon :  
5 000 \$
- Pour le compte de M<sup>me</sup> Marielle Vachon :  
5 000 \$

- **24 septembre 2019 :** Réception par le greffe de la Cour fédérale des sommes provenant de René Simon, Marielle Vachon et Gérard Hervieux.

Réception par M<sup>e</sup> Boulianne des sommes provenant de René Simon et Marielle Vachon.



- **26 septembre 2019 :** Convocation par le Juge d'une conférence téléphonique. Lors de cette conférence, M<sup>e</sup> Boulianne avise le Juge de la réception des sommes de M. Simon, Mme Vachon et M. Hervieux; le Juge se dessaisit du dossier.
- **26 septembre 2019 :** L'intimé a produit un *affidavit* accompagnant son *recours en outrage* contre l'**appelant** où il mentionne que :
 

37. À ce jour, M. René Simon, M. Gérald Hervieux, M. Raymond Rousselot, M<sup>me</sup> Marielle Vachon et M<sup>me</sup> Diane Riverin n'ont toujours pas respecté le jugement de Monsieur le juge Lafrenière du 7 juin 2019;
- **30 septembre 2019 :** L'intimé a déposé une *requête ex parte pour outrage au tribunal* contre l'**appelant** et son *affidavit* du 26 septembre 2019 au greffe de la Cour fédérale.
 

L'**appelant** a requis de M<sup>e</sup> Boulianne d'obtenir le contenu des ententes de paiement conclues avec M. Riverin et M. Canapé.
- **3 octobre 2019 :** L'intimé a produit un *affidavit* contre les **mis en cause** où il mentionne que :
 

30. À ce jour, les intimés n'ont toujours pas respecté le jugement de Monsieur le Juge Lafrenière du 7 juin 2019;
- **10 octobre 2019 :** L'intimé a déposé la *requête ex parte pour outrage* et son *affidavit* au greffe de la Cour fédérale contre les **mis en cause** accompagnée de son *affidavit* du 3 octobre 2019.
- **21-24 octobre 2019 :** Audition en Cour supérieure du recours de l'intimé contre l'**appelant** et le **Conseil** pour une somme de 315 000 \$. En cours d'audition l'intimé déclare qu'il a déposé une requête en outrage au tribunal contre l'**appelant**.
- **25 octobre 2019 :** La juge en chef adjointe Gagné (ci-après la Juge Gagné) a rendu une ordonnance de justification dont les conclusions se lisent comme suit :

1. Les intimés René Simon, Gérald

Hervieux, Marielle Vachon, Diane Riverin, Raymond Rousselot et M<sup>e</sup> Kenneth Gauthier doivent comparaître devant la Cour pour faire face à des accusations d'outrage au tribunal aux dates et heures qui seront fixées par le bureau de l'Administratrice judiciaire. L'audience sera tenue dans la ville de Québec, dans la province de Québec, pour une durée de trois (3) heures;

2. Les intimés René Simon, Gérald Hervieux, Marielle Vachon, Diane Riverin, Raymond Rousselot et M<sup>e</sup> Kenneth Gauthier doivent être prêts à entendre la preuve des actes reprochés, à savoir le défaut des intimés René Simon, Gérald Hervieux, Marielle Vachon, Diane Riverin et Raymond Rousselot de respecter le jugement rendu par le juge Roger R. Lafrenière en date du 7 juin 2019, et le fait pour M<sup>e</sup> Kenneth Gauthier d'avoir entravé la bonne administration de la justice ou porté atteinte à l'autorité ou à la dignité de la Cour en conservant les sommes versées par René Simon, Marielle Vachon et Gérald Hervieux dans son compte en fidéicommis;

3. Les intimés René Simon, Gérald Hervieux, Marielle Vachon, Diane Riverin, Raymond Rousselot et M<sup>e</sup> Kenneth Gauthier doivent être prêts à présenter une défense;

4. L'intitulé de la cause est modifié pour identifier les parties à la présente requête;

5. Les dépens afférents à cette requête seront déterminés par le juge qui présidera l'audience pour outrage au tribunal. (Nous soulignons)

La Juge Gagné a mentionné également dans son Ordonnance que :

**CONSIDÉRANT** que dans les circonstances, la Cour est convaincue que le demandeur a présenté une preuve *prima facie* des éléments nécessaires pour établir :

a. Que les intimés René Simon, Gérald Hervieux, Marielle Vachon, Diane Riverin et Raymond Rousselot sont coupables d'un second outrage au tribunal pour avoir fait défaut de se conformer au Jugement Lafrenière (Règle 466b)); et

b. Que l'intimé M<sup>e</sup> Kenneth Gauthier est coupable d'un outrage au tribunal pour avoir agi de façon à entraver la bonne administration de la justice ou à porter atteinte à l'autorité ou à la dignité de la Cour, en conservant les sommes versées par René Simon, Marielle Vachon et Gérald Hervieux dans son compte en fidéicomis (Règle 466c));

- **28 octobre 2019 :** Signification de l'*ordonnance* du 25 octobre 2019 de la Juge Gagné à l'**appelant**.
- **29 octobre 2019 :** L'**appelant** a réitéré de M<sup>e</sup> Boulianne d'obtenir le contenu des ententes conclues avec M. Riverin et M. Canapé. Refus de M<sup>e</sup> Boulianne de transmettre le contenu des ententes.
- **1<sup>er</sup> novembre 2019 :** Le chèque de M. Raymond Rousselot est retourné à l'**appelant** avec la mention « provisions insuffisantes ».
  - Qu'il offre que ces derniers puissent acquitter leurs frais de 5000 \$ chacun à raison de 1000 \$ par mois;
- **3 décembre 2019 :** Jugement de la Cour supérieure rejetant la réclamation de 315 000 \$ contre l'**appelant** et le **Conseil**. (Actuellement en appel par l'intimé).

- **15 février 2020 :** *Saisie-arrêt* pour les frais pratiquée par l'intimé contre M. René Simon pour une somme de 10 000 \$.
- **8 février 2021 :** Audition sur la *requête en outrage au tribunal* par le Juge Sébastien Grammond.
- **10 mars 2021 :** Le Juge Sébastien Grammond rend une Ordonnance concluant que :
  1. René Simon, Marielle Vachon, Gérard Hervieux et Raymond Rousselot sont déclarés coupables d'outrage au tribunal, selon la règle 466b) des Règles des Cours fédérales.
  2. Me Kenneth Gauthier est déclaré coupable d'outrage au tribunal, selon la règle 466c) des Règles des Cours fédérales.
  3. Diane Riverin est acquittée de l'accusation d'outrage au tribunal.
  4. L'affaire est renvoyée à l'administratrice judiciaire afin qu'une date soit fixée pour l'audience de détermination de la peine.
- **14 septembre 2021 :** les représentations sur sentence ont eu lieu devant le Juge Sébastien Grammond.
- **18 octobre 2021 :** le juge a rendu sa *sentence* et les conclusions se lisent comme suit :

**LA COUR ORDONNE** que :

1. Les intimés sont condamnés à payer les amendes suivantes au greffe de la Cour dans les 90 jours suivant la date du présent jugement :

- a) M. René Simon : 5000 \$
- b) M. Gérard Hervieux : 2000 \$
- c) M<sup>me</sup> Marielle Vachon : 2000 \$
- d) M<sup>e</sup> Kenneth Gauthier : 2000 \$

2. Il n'y a pas d'adjudication de dépens.

## LES QUESTIONS EN LITIGE

### QUESTION I

**Le Juge a-t-il commis une erreur de droit manifeste et déterminante en s'écartant de la règle *stricctissimi juris*<sup>1</sup>, règle qui doit prévaloir en matière d'outrage au tribunal?**

### QUESTION II

**Le Juge a-t-il commis une erreur de droit manifeste et déterminante en considérant que le maintien de sommes d'argent dans le compte en fidéicomis de l'appelant était un *stratagème* entravant la *bonne administration de la Justice* et portant atteinte à l'*autorité* et à la *dignité de la Cour*?**

## EXPOSÉ DES MOTIFS D'APPEL

**QUESTION I : Le Juge a-t-il commis une erreur de droit manifeste et déterminante en s'écartant de la règle *stricctissimi juris*, règle qui doit prévaloir en matière d'outrage au tribunal?**

7. Le Juge a commis une erreur *manifeste* et *déterminante* lorsqu'il déclare aux paragraphes [94] et [97] de son Ordonnance:

[94] Ainsi, l'affirmation contenue dans l'affidavit de M. Bacon St-Onge n'est pas fausse, mais elle ne dévoile pas toute la vérité. M. Bacon St-Onge passait sous silence le fait qu'à ce moment, M. Simon et Mme Vachon avaient entièrement payé leur amende, que M. Hervieux avait effectué un premier versement et qu'une somme de 10 000 \$ lui avait été payée à titre de dépens.

[...]

[97] Quel que puisse être le doute que ces incidents jettent sur la sincérité de M. Bacon St-Onge, cela n'a pas d'incidence sur ma décision. Comme je l'ai expliqué plus haut, ni la courte durée de la situation d'outrage ni l'incertitude quant au montant des frais à payer ne constituent un moyen de défense. Le manquement de M. Bacon St-Onge à son obligation de divulgation complète pourra être pris en compte au moment d'adjudger les dépens de la présente requête.

8. En matière d'outrage au tribunal, les règles sont d'application *stricctissimi juris* et ne doivent pas laisser place à un doute raisonnable. La règle

---

<sup>1</sup> Carey c. Laiken [2015] CSC 17

*stricctissimi juris* exige le respect strict en matière de preuve dont celle édictée par l'arrêt de la Cour suprême dans *Stinchcombe*<sup>2</sup> quant à la divulgation de celle-ci.

9. Or, la preuve a révélé au Juge que l'intimé a produit au soutien de la *requête ex parte* un *affidavit* faux concernant l'un des éléments essentiels de l'outrage soit le défaut de paiement des amendes et des frais, mais surtout la contravention de **l'appelant** à la *bonne administration de la Justice* et *l'atteinte à l'autorité à la dignité de la Cour*.
10. Or, au moment où la Juge Gagné a été saisie de la *requête ex parte*, les sommes attribuées par l'Ordonnance du 7 juin 2019 avaient été transmises au greffier et à l'intimé, et ce, depuis le 23 septembre 2019.
11. À cet égard, le Juge ne pouvait conclure comme il l'a fait à la culpabilité de **l'appelant** pour le non-respect de l'Ordonnance et par conséquent, à une entrave à la *bonne administration de la Justice* et/ou une *atteinte à la dignité de la Cour*. L'arrêt *Carey c. Laiken*<sup>3</sup> mentionne d'ailleurs au paragraphe [31] que :

[31] L'outrage civil, qui ne suppose aucune transgression publique, a, de façon générale, une dimension [TRADUCTION] « avant tout coercitive plutôt que punitive » : R. J. Sharpe, *Injunctions and Specific Performance* (2e éd. (feuilles mobiles)), ¶ 6.100. Cependant, la condamnation à des sanctions dans les cas d'outrage civil a notamment pour objectif de punir la violation d'une ordonnance judiciaire : *Chiang (Trustee of) c. Chiang*, 2009 ONCA 3, 305 D.L.R. (4th) 655, par. 117. Les tribunaux infligent parfois de lourdes amendes dans le but d'établir une correspondance avec la gravité de l'outrage, de mettre un terme à la conduite de l'auteur de l'outrage et de dissuader autrui d'adopter une conduite semblable : Sharpe, ¶ 6.100. (Nous soulignons)

<sup>2</sup> *R. c. Stinchcombe*, 1995 CanLII 130 (CSC), [1995] 1 RCS 754

<sup>3</sup> *Carey c. Laiken* [2015] 2 C.S.C., par. 31

12. Le Juge a également erré en ne considérant pas que le critère nécessaire à un recours en *outrage au tribunal* soit le respect de l'Ordonnance à savoir la *coercition* requis par l'arrêt *Carey c. Laiken* n'était pas présent.
13. Puisque le critère du *respect de l'Ordonnance* avait déjà été rencontré le 23 septembre 2021, l'**appelant** n'était pas en situation d'*outrage au tribunal*, ni le 26 septembre 2019, ni le 25 octobre 2019.
14. Au surplus et sans limiter la généralité de ce qui précède, le Juge n'a pas appliqué le test de l'arrêt *R. c. W. (D.)*<sup>4</sup> de la Cour suprême qui régit l'évaluation de la preuve en matière criminelle.
15. Ainsi, la première étape dans l'analyse que doit effectuer le Juge, à savoir si le poursuivant s'est déchargé de son fardeau de preuve en fonction de la démonstration *hors de tout doute raisonnable* de l'infraction n'était pas rencontré.
16. Si le Juge avait appliqué le test de *R. c. W. (D.)*, et tenu compte des règles édictées dans l'arrêt *Stinchcombe*<sup>5</sup> il n'aurait pas conclu à la culpabilité de l'**appelant** puisque la preuve du poursuivant ne permettait pas d'établir hors de tout doute raisonnable à la date de la demande, une *entrave à la bonne administration de la Justice* ou d'avoir porté *atteinte à l'autorité* et la *dignité de la Cour*.
17. Manifestement, le Juge n'a pas considéré que l'intimé n'avait pas présenté une preuve *stricctissimi juris* s'écartant ainsi des principes reconnus en matière d'*outrage au tribunal*.
18. En raison de ce qui précède, cette Cour doit casser l'Ordonnance du 10 mars 2021 et annuler le verdict de culpabilité.

---

<sup>4</sup> *R. c. W. (D.)*, [1991] 1 RCS 742

<sup>5</sup> Ibid note 2

**QUESTION II:** Le Juge a-t-il commis une erreur de droit manifeste et déterminante en considérant que le maintien de sommes d'argent dans le compte en fidéicommis de l'appelant était un *stratagème* entravant la *bonne administration de la Justice* et portant atteinte à l'autorité et à la dignité de la Cour?

19. L'appelant soumet que le Juge a erré en considérant que l'appelant a participé à un *stratagème* visant à *entraver la bonne administration de la Justice* et à *porter atteinte à l'autorité et à la dignité de la Cour*, tel qu'il l'indique aux paragraphes [60], [76] et [77]

[60] Ce que l'on reproche aux intimés, cependant, n'est pas un simple défaut de paiement. C'est plutôt un *stratagème* visant à mettre les montants dus à l'abri, dans l'attente d'une décision de la Cour d'appel fédérale relativement à la demande de sursis, plutôt que de les verser au greffe de la Cour ou à M. Bacon St-Onge, selon le cas. Ce *stratagème* s'inscrit dans une série de gestes par lesquels les intimés membres du conseil faisaient primer leur propre intérêt et leur propre vision des choses sur les décisions des tribunaux. C'est précisément ce mépris envers les règles de droit et l'autorité des tribunaux qui a donné lieu aux décisions rendues par les juges St-Louis et Lafrenière. Il m'est impossible de fermer les yeux sur la persistance de cette attitude.

(...)

[76] Par ailleurs, l'argument d'incertitude n'affecte aucunement le montant des amendes. Les intimés n'avaient aucun doute sur le montant des amendes qu'ils devaient payer. La condamnation pour outrage au tribunal pourrait se fonder uniquement sur la mise en place d'un *stratagème* relativement à ce montant.

[77] L'argument d'incertitude ou de confusion rate donc sa cible. Il constitue davantage une excuse trouvée *a posteriori* qu'un problème auquel les intimés faisaient véritablement face au moment des faits qui sous-tendent l'accusation d'outrage. Ce qui est reproché aux intimés est d'avoir employé un stratagème afin de mettre le montant des amendes et des dépens à l'abri en attendant la décision de la Cour d'appel fédérale. Il n'y a pas de doute que les sommes déposées dans le compte en fidéicommis de Me Gauthier étaient des sommes visées par l'ordonnance du juge Lafrenière, même si elles n'en constituaient pas la totalité. En agissant ainsi, MM. Simon et Hervieux et Mme Vachon contrevenaient à l'ordonnance du juge Lafrenière d'une manière



qui ne constitue pas un simple problème de perception d'une somme d'argent, et Me Gauthier a entravé la bonne administration de la justice en leur prêtant son concours dans la mise en place de ce stratagème. La déclaration de culpabilité ne dépend aucunement du fait que des sommes additionnelles auraient pu être dues.

20. Tout d'abord, il n'existe pas de définition ou de critères quant aux notions *d'entrave à la bonne administration de la Justice* ou de *l'atteinte à l'autorité et la dignité de la Cour*.
21. Or, la preuve a démontré sans l'ombre d'un doute que les sommes attribuées par l'Ordonnance ont été remises à l'**appelant** par les mises en cause et que celui-ci en a informé la Cour ainsi que la partie adverse de la façon la plus transparente possible dans les circonstances qui prévalaient à cette époque.<sup>6</sup>
22. La preuve a aussi démontré qu'à l'époque, cette position de l'**appelant** a été guidée par trois (3) éléments cruciaux qui constituaient une situation inusitée soit :
  - a) L'incertitude quant au sort des sommes qui devaient être administrées par l'intimé et/ou son avocat en cas de gain en appel;
  - b) L'attente d'une demande en sursis soumise à cette Cour depuis le 13 août 2019;
  - c) Du libellé du paragraphe [6] de l'Ordonnance qui se lit comme suit:
 

[6] **ORDONNE** que le dossier soit renvoyé au juge soussigné en cas de manquement de la part des défendeurs à l'ordonnance précédemment décrite afin qu'il soit statué en conséquence.
23. L'appelant rappelle qu'à compter du 5 septembre 2019 et conformément au paragraphe [6] de l'Ordonnance du Juge Lafrenière, tout comme l'avocat de l'intimé, il était dans l'attente des directives du Juge lequel ne s'est manifesté que vingt-et-un (21) jours plus tard soit le 26 septembre 2019.

---

<sup>6</sup> D-5 à D-16 : Correspondances du 28 août 2019 au 5 septembre 2019

24. À cette époque, cette intervention du Juge était requise des parties à l'instance puisqu'il y avait trois (3) mis en cause qui n'avaient pas versé les sommes d'argent et/ou qui n'avaient pas la capacité de le faire constituant ainsi un *manquement*, en plus de créer chez les autres mis en cause un déséquilibre dans les paiements qu'ils devaient effectuer quant aux frais sans compter l'aspect et la particularité autochtone que renfermaient ce dossier.
25. Contrairement aux affirmations du Juge, cette démarche était clairement une demande de *directives* formulées par celui-ci au nom de ses clients et démontrait sans l'ombre d'un doute que ce dernier contribuait à la *bonne administration de la Justice* et au maintien de *l'autorité et la dignité de la Cour* dans un contexte particulier et difficile tel que la preuve l'a clairement démontré.
26. D'ailleurs, l'avocat de l'intimé était aussi dans l'attente de *directives* de la part du Juge ne sachant quelle voie emprunter.<sup>7</sup>
27. Les demandes de *directives* des parties en l'instance et l'application du paragraphe [6] de l'Ordonnance du 7 juin 2019 constituaient une situation qui n'était pas claire rendant l'Ordonnance sur cet aspect obscure.
28. Ainsi, en procédant comme il l'a fait, **l'appelant** n'a pas nui à la *bonne administration de la Justice* ni porté atteinte à *l'autorité et à la dignité de la Cour*, mais a plutôt contribué à rendre les sommes d'argent disponibles plus facilement pour une éventuelle *saisie-exécution* ce que l'intimé s'est refusé de faire pour des considérations déloyales et personnelles
29. Le Juge a ainsi considéré erronément que la « *sécurisation* » des sommes dues en vertu de l'Ordonnance était un *stratagème* pour plutôt les soustraire de l'application de l'Ordonnance, interprétant erronément les notions

---

<sup>7</sup> D-17 : Lettre de Me François Boulianne du 6 septembre 2019

*d'entrave à la bonne administration de la Justice et l'atteinte à l'autorité et à la dignité de la Cour de la règle 466 c) des Règles des Cours fédérales.*

30. Si le Juge avait considéré ces aspects, il n'aurait pas conclu à la mise en place et/ou à la participation d'un *stratagème* de l'**appelant**, mais plutôt à une volonté claire d'établir une issue acceptable pour toutes les parties en l'instance, à une situation inusitée et extrêmement particulière.
31. En procédant comme il l'a fait, le Juge a ramené la démarche de l'intimé à un simple *moyen d'exécution* d'un jugement ce qu'un *outrage au tribunal* ne permet absolument pas, étant plutôt le dernier recours lorsqu'il n'y a pas de respect d'une Ordonnance.
32. D'ailleurs, la preuve et les pièces au dossier étaient de nature à soulever, à tout le moins, un *doute raisonnable*, ce que le Juge n'a pas considéré dans son analyse en imposant plutôt à l'**appelant** un fardeau de preuve reposant sur la *balance des probabilités*.
33. Si le Juge avait analysé la preuve dans sa juste perspective et analysé celle-ci en fonction de la notion de *doute raisonnable* comme l'enseigne la jurisprudence, il n'aurait pas prononcé un verdict d'outrage au tribunal contre l'**appelant**.
34. L'**appelant** soumet qu'il s'agit d'une erreur manifeste et déterminante et que l'Ordonnance du 10 mars 2021, soit le verdict de culpabilité, doit être cassée par cette Cour.
35. Ainsi, l'**appelant** demandera à la Cour de casser le verdict rendu le 10 mars 2021 et d'annuler la sentence prononcée le 18 octobre 2021.

#### **L'APPELANT DEMANDE À LA COUR :**

**ACCUEILLIR** l'appel de l'appelant

**CASSER** le verdict de culpabilité du 10 mars 2021

**LE TOUT**avec dépens devant les deux (2) Cours sur la base  
*avocat client*

Québec, le 17 novembre 2021

  
**NOËL & GAURON, société nominale**

(Me Sophie Noël)

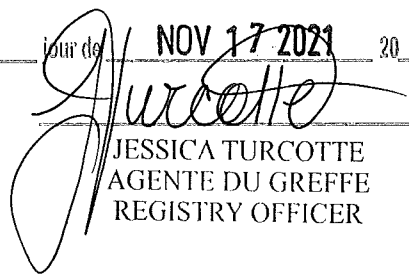
[info@sophienoelavocate.com](mailto:info@sophienoelavocate.com)

250, Grande Allée Ouest, bureau 800

Québec (Québec) G1R 2H4

Téléphone : (418) 683-9890

Télécopieur : (418) 614-1458

JE CERTIFIE que le document ci-dessus est une copie conforme à  
l'original déposé à / émis par la Cour le \_\_\_\_\_ jourde **NOV 17 2021** 20Daté ce \_\_\_\_\_ jour de **NOV 17 2021** 20  
JESSICA TURCOTTE  
AGENTE DU GREFFE  
REGISTRY OFFICER

**No :**

**COUR D'APPEL FÉDÉRALE**

**KENNETH GAUTHIER**

Appelant

c.

**JÉRÔME BACON ST-ONGE**

Intimé

**AVIS D'APPEL DE M<sup>E</sup> KENNETH GAUTHIER**

**NOËL & GAURON, société nominale**

(Me Sophie Noël)

[info@sophienoelavocate.com](mailto:info@sophienoelavocate.com)

250, Grande Allée Ouest

bureau 800

Québec (Québec) G1R 2H4

Téléphone au bureau: 418.683.9890

Télécopieur: 418.614.1458

**Avocate de l'appelant**

AN1803

Notre référence : GAUKEN-2